



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/65/7
14 octobre 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-cinquième réunion
Bali, Indonésie, 13 – 17 novembre 2011

**RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT DE PROJETS
DE L'ANNÉE 2011**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire analytique.....	3
I. Aperçu des rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	3
II. Analyse des rapports d'achèvement de projets d'investissement.....	6
(a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	5
(b) Élimination réalisée de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO).....	5
(c) Retards dans la mise en œuvre.....	6
(d) Caractère complet de l'information.....	6
(e) Évaluation générale et cote.....	7
III. Analyse des rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements.....	8
(a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	7
(b) Financement, retards, élimination et évaluation.....	8
(c) Qualité de l'information reçue.....	9
IV. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets en 2012.....	10
V. Amélioration de la cohérence des données fournies dans les rapports d'achèvement de projets et les rapports périodiques annuels.....	11
VI. Enseignements tirés des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements.....	11
VII. Mesures que pourrait prendre le Comité exécutif	16
Annexes:	
I Statistiques	
II Enseignements tirés déclarés dans les rapports d'achèvement de projets	

Sommaire analytique

1. Le présent rapport a pour objet de donner au Comité exécutif une vue d'ensemble des résultats indiqués dans les rapports d'achèvement de projets (RAP) reçus durant la période de compte rendu, c'est-à-dire depuis la 62^e réunion tenue en novembre 2010. Un projet de rapport a été envoyé aux agences d'exécution ainsi qu'aux agences bilatérales. Les observations reçues ont été prises en compte pour l'élaboration du rapport final. Les RAP que les agences d'exécution doivent soumettre pour 2012 sont indiqués dans le Tableau IV de l'Annexe I. Le nombre total de RAP reçus pour les projets d'investissement en 2011 a baissé à 12 (comparé à 17 en 2010), tandis que le nombre total de RAP à remettre sur les projets d'investissement achevés a augmenté, passant de 22 à 24. Dans le cas des projets ne portant pas sur des investissements, le nombre de RAP reçus en 2011 est passé de 60 à 71, alors que le nombre de RAP à soumettre a chuté de 110 à 95. Le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale n'ont pas respecté entièrement le calendrier de remise convenu pour les trois premiers trimestres de 2011.

2. Les 12 RAP soumis sur des projets d'investissement ont été examinés en fonction des facteurs suivants : élimination réalisée, retards de mise en œuvre, caractère complet des informations et cohérence des données, évaluation générale et enseignements tirés. Les 71 RAP ne portant pas sur des investissements contiennent pour la plupart des informations et des analyses importantes.

3. Un nombre d'enseignements intéressants ont été signalés. Certains portaient sur l'exécution de plans de gestion de l'élimination en phase terminale (PGEPT), d'autres sur des plans de gestion des frigorigènes (PGF), des projets de bromure de méthyle et divers aspects de la mise en œuvre. L'Annexe II rend compte d'un certain nombre de leçons tirées. Quelques unes sont résumées dans la section VII du présent rapport. La liste complète, disponible sur demande, peut aussi être consultée sur l'intranet du Secrétariat du Fonds dans la section d'évaluation, sous la rubrique des rapports d'achèvement de projets.

4. Le Comité exécutif n'a pas à donner suite aux enseignements tirés, puisqu'ils ne portent pas sur des questions que le Comité n'a pas encore examinées; ces enseignements apportent simplement une perspective intéressante sur l'exécution des projets pour les responsables de la préparation et de la mise en œuvre des projets au sein des agences d'exécution et des agences bilatérales, les intermédiaires financiers, les unités de gestion de projet (UGP), ainsi que les bureaux nationaux d'ozone (BNO). Les réunions régionales de réseau pourraient être des tribunes utiles pour discuter des enseignements tirés sur la mise en œuvre des projets dans les régions. Le Secrétariat du Fonds en tient également compte dans l'examen des projets et des accords d'élimination.

5. Les recommandations soumises à l'examen du Comité exécutif à la fin du présent document portent sur le calendrier de soumission des RAP de la prochaine année par les agences, la cohérence accrue des données, la fourniture des renseignements manquants, la nécessité d'établir des modèles de rapport d'achèvement de projets pour les accords pluriannuels et l'application des leçons tirées mentionnées dans les RAP à la préparation et à la mise en œuvre de projets futurs.

I. Aperçu des rapports d'achèvement de projets reçus et dus

6. Le nombre total de RAP reçus pour les projets d'investissement en 2011 est tombé à 12 (comparativement à 17 en 2010), tandis que le nombre total de RAP dus pour les projets d'investissement achevés a augmenté, passant de 22 à 24. Dans le cas des projets ne portant pas sur des investissements, le nombre reçu en 2011 est passé de 60 à 71 et le nombre de RAP dus a baissé de 110 à 95. Le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale n'a pas respecté totalement la date limite de soumission pour les trois premiers trimestres de 2011 (voir Tableau I de l'Annexe I).

7. Au 9 septembre 2011, le PNUD, qui est chargé de mettre en œuvre le plus grand nombre de projets d'investissement, a présenté 1 RAP au lieu des 4 RAP sur des projets d'investissement devant être soumis à fin de septembre de l'année en cours, et 15 RAP au lieu des 12 RAP dus sur des projets ne portant pas sur des investissements. Le PNUE a soumis 32 RAP par rapport aux 74 RAP devant être soumis fin août de l'année en cours, et l'ONUDI a présenté 9 RAP au lieu des 11 RAP sur des projets d'investissement prévus pour la fin septembre de l'année en cours, ainsi que 3 autres RAP sur des projets ne portant pas sur des investissements. La Banque mondiale n'a soumis aucun RAP, alors qu'elle devait remettre 5 RAP sur des projets d'investissement et 3 RAP sur des projets ne portant pas sur des investissements, prévus pour fin septembre de l'année en cours.

8. Depuis la création du Fonds multilatéral, les agences d'exécution et les agences bilatérales ont soumis, au 9 septembre 2011, un nombre total de 1 805 RAP sur des projets d'investissement et 937 RAP sur des projets ne portant pas sur des investissements, soit respectivement 98,7 % (comparé à 98,8 % l'année dernière) et 90,8 % (88,8 % l'année dernière) des RAP sur les projets achevés au 31 décembre 2010. Les Tableaux 1 et 2 ci-après donnent les détails par agence, incluant des chiffres comparatifs avec les deux périodes de compte rendu précédentes.

Tableau 1

APERÇU DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

(À l'exception des projets pluriannuels)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2010	Nombre total de RAP reçus pour les projets achevés en date de décembre 2010	RAP dus	RAP reçus durant la période de compte rendu		
				2009	2010	2011 ¹
France	15	11	4	0	0	0
Allemagne	19	19 ²	0	3	1	N/D
Italie	7	7 ³	0	N/D	N/D	2
Japon	6	6	0	1	N/D	N/D
Espagne	1	1	0	1	N/D	N/D
PNUD	888	884 ⁴	4	7	2	1
ONUDI	437	437 ⁵	0	10	13	9
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	0	N/D	N/D	N/D
États-Unis d'Amérique	2	2	0	N/D	N/D	N/D
Banque mondiale	453	437 ⁶	16	1	1	0
Total	1 829	1 805	24	23	17	12

¹ Après la 62^e réunion du Comité exécutif (du 4 décembre 2010 au 9 septembre 2011).

² L'Allemagne a également soumis 1 RAP pour des projets pluriannuels.

³ L'Italie a également soumis 1 RAP pour des projets pluriannuels.

⁴ Le PNUD a également soumis 2 RAP sur des projets annulés et 1 RAP pour des projets pluriannuels.

⁵ L'ONUDI a également soumis 2 RAP sur des projets annulés, 9 rapports d'annulation et 14 RAP pour des projets pluriannuels.

⁶ La Banque mondiale a également soumis 2 RAP sur des projets annulés.

9. Le PNUE a le plus grand nombre de RAP dus (57 pour des projets ne portant pas sur des investissements), suivi de la Banque mondiale avec 16 RAP dus pour des projets d'investissement et 9 RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements achevés à la fin de 2010. Le PNUD doit remettre 4 RAP pour des projets d'investissement et 6 RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements. Dans le cas de plusieurs agences bilatérales, le nombre de RAP à remettre pour des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements varie entre 2 et 12 (voir Tableaux 1 et 2).

Tableau 2

APERÇU DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS

(Excluant la préparation des projets, les programmes de pays, les projets pluriannuels et les projets en cours tels que les activités de réseau et de centre d'échange, ainsi que les projets de renforcement des institutions)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2010	Nombre total de RAP reçus pour les projets achevés en date de décembre 2010	RAP dus	RAP reçus durant la période de compte rendu		
				2009	2010	2011 ¹
Australie	24	24 ²	0	0	0	17
Autriche	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Canada	56	53	3	5	1	1
Danemark	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Finlande	5	5	0	0	3	N/D
France	26	14	12	0	1	0
Allemagne	54	51	3	4	10	0
Israël	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Japon	10	8	2	N/D	N/D	0
Pologne	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Singapour	2	0	2	0	0	0
Afrique du Sud	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Espagne	3	3	0	2	N/D	N/D
Suède	5	4 ³	1	N/D	3	3
Suisse	3	3	0	N/D	N/D	N/D
PNUD	249	243 ⁴	6	28	12	15
PNUE	405	348 ⁵	57	31	25	32
ONUDI	108	108 ⁶	0	6	5	3
États-Unis d'Amérique	40	40	0	N/D	N/D	N/D
Banque mondiale	37	28	9	2	0	0
Total	1 032	937	95	78	60	71

¹ Après la 62^e réunion du Comité exécutif (du 4 décembre 2010 au 9 septembre 2011).

² L'Australie a également soumis 1 rapport d'annulation de projet et 1 RAP pour un projet en cours.

³ La Suède a également soumis 3 RAP pour des projets pluriannuels et 3 RAP pour des projets transférés.

⁴ Le PNUD a également soumis 2 RAP pour des projets transférés, 1 RAP pour un projet pluriannuel et 1 RAP pour un projet en cours.

⁵ Le PNUE a également soumis 11 RAP pour des projets pluriannuels.

⁶ L'ONUDI a également soumis 3 RAP pour des projets pluriannuels.

II. Analyse des rapports d'achèvement de projets d'investissement

a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus

10. Le PNUD est l'agence qui a remis le plus grand nombre de RAP pour des projets d'investissement, notamment dans les secteurs des mousses et de la réfrigération. La réfrigération est toutefois le secteur pour lequel le plus grand nombre de RAP est dû, suivi par les aérosols et les mousses. Les RAP des secteurs de la réfrigération (6), des aérosols (4) et des mousses (4) représentent au total 58,3 % des 24 RAP encore attendus de toutes les agences pour les projets d'investissement achevés à la fin de 2010 (voir Tableau II de l'Annexe I). L'arriéré des RAP encore dus sur les premiers projets d'investissement achevés d'ici la fin de 2001 a été éliminé et il ne reste que deux rapports pour des projets achevés avant 2005.

11. Les 12 RAP reçus durant la période de compte rendu (du 4 décembre 2010 au 9 septembre 2011) comprennent des projets réalisés dans 10 pays.

b) Élimination réalisée de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO)

12. L'élimination de SAO réalisée dans le cadre de projets faisant l'objet des 12 RAP est jugée conforme aux prévisions dans la plupart des cas, mais l'élimination totale déclarée est légèrement supérieure à la quantité prévue (voir Tableau 3 ci-après). Par ailleurs, dans le cas d'un des 12 rapports, les données d'élimination de SAO indiquées dans le RAP sont différentes de celles figurant dans le rapport périodique de 2010. Une différence importante est notée pour ce projet particulier, et les agences intéressées sont en voie de la résoudre. Par contre, le nombre de cas comportant de tels écarts et le niveau de différence sont inférieurs à l'année dernière.

Tableau 3

SAO ÉLIMINÉES PAR PROJET FAISANT L'OBJET DE RAP

Agence	Nombre de projets	RAP		Rapport périodique de 2010	
		Élimination de PAO prévue	PAO éliminés	Élimination de PAO prévue	PAO éliminés
Bilatérale	2	183,6	183,6	183,6	183,6
PNUD	1	192,3	249,6	192,3	192,3
ONUDI	9	622,9	622,9	622,9	622,9
Total	12	998,8	1 056,1	998,8	998,8

c) Retards dans la mise en œuvre

13. Sur les 12 projets, 8 comportaient des retards allant de 3 à 49 mois; trois RAP ont été achevés avant la date prévue et un RAP a été remis dans les délais. Dans 33,3 % des 12 projets, les retards ont dépassé 12 mois, comparativement à 50 % des projets pour lesquels des RAP ont été reçus l'an dernier. Les retards indiqués dans les RAP en 2011 ont baissé en moyenne de 15 à 12 mois et la durée moyenne des projets a diminué de 49 à 42 mois (voir Tableau 4 ci-après).

14. Le faible nombre de RAP visés dans l'analyse ne permet pas l'examen des tendances. Les retards sont dus dans la plupart des cas au fournisseur (3), à l'entreprise (3), à des facteurs externes (3), à l'agence (1) et au financement (1).

Table 4

RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE

(Les chiffres entre parenthèses après le total sont les résultats de l'année dernière, indiqués aux fins de comparaison)

Agence	Nombre de projets	Retards moyens selon le RAP (mois)	Retards moyens selon le rapport périodique de 2010 (mois)	Durée moyenne selon le RAP (mois)	Durée moyenne selon le rapport périodique de 2010 (mois)
Bilatérale	2	3,02	3,02	27,37	27,37
PNUD	1	6,07	24,33	43,60	61,87
ONUDI	9	14,87	20,17	45,43	53,15
Total	12 (17)	12,16 (14,81)	17,43 (13,38)	42,27 (49,18)	49,25 (47,94)

d) Caractère complet de l'information

15. L'information essentielle a été fournie de façon plus régulière que l'an dernier; ainsi, 91,7 % des RAP contiennent la liste de la consommation annuelle de SAO et des produits de remplacement, comparativement à 81,3 % l'an dernier (voir Tableau 5 ci-après). Cependant, les informations sont souvent incomplètes, notamment en ce qui concerne la consommation annuelle de SAO et des produits de remplacement (8,3 % des RAP par rapport à 12,5 % en 2010) et la liste des coûts d'exploitation détaillés (8,3 % par rapport à 0 % en 2010).

Tableau 5

INFORMATIONS FOURNIES DANS LES RAPPORTS D'ACHÈVEMENT DE PROJETS D'INVESTISSEMENT REÇUS DURANT LA PÉRIODE DE COMPTE RENDU

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, indiqués aux fins de comparaison)

	Fournies		Incomplètes		« Sans objet »*	
	Nombre de projets	%	Nombre de projets	%	Nombre de projets	%
Liste de la consommation annuelle de SAO et de produits de remplacement	11	91,7 (81,3)	1	8,3 (12,5)	0	0,0 (6,3)
Liste des biens d'équipement	12	100,0 (93,8)	0	0,0 (6,3)	0	0,0 (0,0)
Détails des coûts d'exploitation	2	16,7 (12,5)	1	8,3 (0,0)	9	75,0 (87,5)
Liste d'équipements détruits	3	25,0 (25,0)	0	0,0 (0,0)	9	75,0 (75,0)

* Selon les indications des agences d'exécution

e) **Évaluation générale et cote**

16. Les agences d'exécution ont accordé la cote « très satisfaisant » à 66,7 % des projets au cours de la période de compte rendu, ce qui représente une augmentation par rapport au 56,3 % de l'année précédente; 25 % des projets ont reçu la cote « satisfaisant », comparé à 37,5 % en 2010, et 8,3 % sont jugés « moins satisfaisant » par rapport à 6,3 % l'année précédente (voir Tableau 6 ci-après).

Tableau 6

NOUVELLE ÉVALUATION GÉNÉRALE DE L'EXÉCUTION DES PROJETS PAR LES AGENCES DANS LE NOUVEAU MODÈLE DE RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJETS

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'année précédente, indiqués aux fins de comparaison)

Évaluation	Bilatérale	PNUD	ONUDI	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant	2	1	5	8	66,7 (56,3)
Satisfaisant			3	3	25,0 (37,5)
Moins satisfaisant			1	1	8,3 (6,3)
Total	2	1	9	12	100,0

III. Analyse des rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements

a) **Rapports d'achèvement de projets reçus et dus**

17. Soixante et onze RAP ont été reçus pour des projets ne portant pas sur des investissements, dont la majorité porte sur des projets d'assistance technique réalisés essentiellement par le PNUD, le PNUE et les agences bilatérales. Le PNUE a soumis davantage de RAP que les années précédentes; toutefois, l'arriéré des RAP dus est inférieur à l'année dernière. Dans le cas des projets bilatéraux d'assistance technique, il reste encore 17 RAP à remettre, ainsi que 5 RAP sur les projets de formation (voir Tableau III de l'Annexe I). Le présent examen n'a pas porté sur les programmes de pays, la préparation de projet, ni sur les activités récurrentes du PNUE (dont le travail de réseau), pour lesquels un RAP n'est pas requis, selon la décision 29/4.

b) **Financement, retards, élimination et évaluation**

18. Les dépenses totales réelles pour tous les projets achevés ne portant pas sur des investissements et faisant l'objet d'un RAP représentent 75 % des dépenses prévues, ce qui indique des économies générales (voir Tableau 7). Ces données doivent être reconfirmées une fois que les chiffres financiers définitifs seront disponibles.

Tableau 7

**BUDGETS, ÉLIMINATION ET RETARDS INDIQUÉS DANS LES RAP REÇUS
POUR DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS**

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, indiqués aux fins de comparaison)

Agence	Nombre de projets	Fonds approuvés (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	PAO à éliminer (tonnes PAO)	PAO éliminés (tonnes PAO)	Durée moyenne des retards (mois)
Bilatérale	21	890 500	595 603	268,2	18,2	44,13 (27,21)
PNUD	15	2 374 406	1 364 121	132,1	129,2	31,58 (26,08)
PNUE	32	1 893 413	1 848 509	56,8	56,5	28,28 (21,23)
ONUDI	3	169 200	164 407	11,2	11,2	36,88 (11,18)
Total	71	5 327 519	3 972 640	468,4	215,1	30,85 (23,19)

19. Les causes de retards dans la mise en œuvre des projets restent très variées. Deux des 71 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés dans les délais. Cinquante-deux projets ont accusé des retards allant d'un mois à 74 mois et 17 projets n'ont pas indiqué de date réelle d'achèvement. Dans 36 cas, soit 50,7 % des projets, les retards ont duré plus de 12 mois. Dix-neuf projets ont accusé des retards de 37 à 74 mois. Les agences responsables étaient l'Australie, le PNUD et le PNUE, dont les retards étaient dus essentiellement à des éléments du PGF, tels que la formation d'agents de douane, la mise en œuvre et la surveillance des activités de récupération et de recyclage, des projets d'assistance technique ou de démonstration, ainsi que le Canada, la Suède et l'ONUDI.

20. Le PNUD accuse des retards de durée moyenne croissante (31,58 mois par rapport à 26,08 mois l'an dernier). La durée moyenne des retards dans les projets du PNUE est passée de 21,23 à 28,28 mois, tandis que pour l'ONUDI, elle a augmenté de 11,18 à 36,88 mois. La durée moyenne des retards dans les projets ne portant pas sur des investissements est de 30,85 mois au-delà de la date prévue d'achèvement, soit une augmentation par rapport à la durée moyenne de 23,19 mois pour l'année 2010.

21. La différence entre l'élimination prévue de PAO et l'élimination déclarée est presque entièrement attribuable à quatre projets mis en œuvre par le PNUD, le PNUE et la Suède, qui ont obtenu une élimination effective de SAO inférieure aux quantités prévues.

22. Au total, 5,6 % des projets ont reçu la cote « très satisfaisant », ce qui représente une baisse par rapport à l'an dernier (16,7 %); 31 % ont reçu la cote « satisfaisant comme prévu », ce qui est également inférieur à l'année précédente où ce chiffre était de 57,4 %, et 60,6 % étaient jugés « satisfaisant mais non comme prévu », un résultat supérieur à l'an dernier où ce chiffre était de 22,2 % (voir Tableau 8). La validité de ces cotes ne peut être vérifiée que durant les évaluations. Aucune explication précise justifiant la cote n'a été fournie pour plusieurs projets ayant reçu la cote « satisfaisant mais non comme prévu ». Aucune cote n'a été donnée pour un des 54 projets ne portant pas sur des investissements et un projet a indiqué que sa cote était « sans objet ».

Tableau 8

ÉVALUATION GÉNÉRALE PAR LES AGENCES DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, indiqués aux fins de comparaison)

Cote	Bilatérales	PNUD	PNUE	ONUDI	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant		2	1	1	4	5,6 (16,7)
Satisfaisant ou satisfaisant comme prévu		11	9	2	22	31,0 (57,4)
Satisfaisant mais non comme prévu	20	1	22		43	60,6 (22,2)
Sans objet		1			1	1,4 (1,9)
Non indiqué	1				1	1,4 (1,9)
Total	21	15	32	3	71	100,0%

c) Qualité de l'information reçue

23. La plupart des RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements contiennent beaucoup d'informations et une analyse approfondie. Cependant, les sections sur les raisons des retards et les mesures correctrices ne sont pas toujours remplies. Le retard est souvent attribuable au gouvernement, à l'agence, à la conception et à des facteurs externes.

24. Par ailleurs, aucune série d'indicateurs standard n'est disponible pour évaluer des activités similaires ou pour en mesurer les incidences. Une définition concise normalisée d'indicateurs pour évaluer les résultats faciliterait la compréhension des problèmes, accélérerait la rédaction des rapports, renforcerait les communications, rendrait les comptes rendus plus pertinents et permettrait la comparaison entre diverses expériences.

25. Les BNO ont formulé des observations sur les projets de RAP pour 53 (74,6 %) des 71 rapports reçus, et les agences d'exécution ont fait de même pour 67 (94,4 %) des 71 cas. Ce résultat est supérieur à celui de l'an dernier où 75,9 % des rapports reçus contenaient des observations des agences d'exécution. Les BNO ont aussi présenté des observations plus souvent que l'année dernière, où ils n'ont commenté que 48,1 % des rapports reçus.

IV. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets pour 2012

26. Comme dans les années précédentes, les agences d'exécution ont présenté des calendriers de remise des RAP dus. Le Tableau IV de l'Annexe I montre les RAP dus pour des projets achevés au 31 décembre 2010 et tient compte du nombre de RAP non remis au 9 septembre 2011. Outre les rapports indiqués dans le calendrier, les agences d'exécution soumettront en 2012 des RAP portant sur des projets achevés en 2011.

V. Amélioration de la cohérence des données communiquées dans les rapports d'achèvement de projets et les rapports périodiques annuels

27. La décision 62/6 b) i) demande aux agences d'exécution d'établir, en collaboration avec le Secrétariat du Fonds, la cohérence complète des données communiquées dans les RAP, contenues dans l'inventaire des projets approuvés et fournies dans les rapports périodiques annuels, d'ici la fin janvier 2011. Le Secrétariat du Fonds a communiqué à toutes les agences des renseignements détaillés sur le caractère complet des données et les écarts dans les RAP reçus par rapport à l'inventaire ou aux rapports périodiques. Tous les cas de renseignements incomplets ou de données contradictoires dans les RAP reçus en 2003 et 2004 sont maintenant réglés, mais le processus se poursuit avec le PNUD et la Banque mondiale (pour certains RAP reçus en 2005) (voir Tableau V de l'Annexe I), avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2006 (voir Tableau VI de l'Annexe I), avec la Banque mondiale pour des RAP reçus en 2007 (voir Tableau VII de l'Annexe I), avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2008 (voir Tableau VIII de l'Annexe I), avec le PNUD pour des RAP reçus en 2009 (voir Tableau IX de l'Annexe I) et avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2010 (voir Tableau X de l'Annexe I).

28. Durant la période de compte rendu, 11 RAP ont été reçus avec des informations incomplètes et 48 avec des données contradictoires (voir Tableau XI de l'Annexe I). Le nombre de RAP avec des informations incomplètes a baissé (11 RAP au lieu de 12 RAP comme l'an dernier). Le nombre total de RAP comportant des données contradictoires a également diminué (48 RAP comparativement à 49 RAP l'année dernière).

29. Afin d'améliorer la cohérence des données et faciliter la préparation des RAP, depuis juillet 2004, les agences peuvent télécharger les données essentielles des projets à partir du site web du Secrétariat du Fonds. L'inscription du numéro ou du titre du projet fait apparaître la première page du RAP qui se remplit automatiquement avec des renseignements tirés de la base de données de l'inventaire des projets du Secrétariat du Fonds, notamment les données réelles et les remarques des derniers rapports périodiques. Cependant, le nombre toujours élevé de rapports contenant des données contradictoires montre que ce service n'est pas suffisamment utilisé.

VI. Enseignements tirés des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements

Leçons retenues de la mise en œuvre des projets de PGF

Conception et préparation des projets

- Plusieurs RAP font état de la nécessité de structures gouvernementales appropriées, de financement suffisant et de supervision régulière.
- Au Tchad, le projet n'a pas été bien reçu au départ, en raison de la faiblesse des mesures d'incitation et de la complexité du mécanisme de décaissement. Plusieurs interventions des consultants nationaux et internationaux, ainsi qu'une modification de certains paramètres pour tenir compte des circonstances locales, ont finalement permis de redresser la situation.
- Au Gabon, durant la mise en œuvre du programme national de récupération et de recyclage des frigorigènes, d'importants efforts ont été consacrés à familiariser un homologue du gouvernement aux procédures du PNUD dont il n'avait aucune expérience, telles que les modalités d'exécution nationale (NEX).

Mise en œuvre des projets

- En Haïti, la mise en œuvre des projets a montré qu'un suivi approprié était essentiel lorsque le programme écologique du gouvernement était dépassé par les difficultés nationales. Il a été constaté que l'insuffisance sérieuse de ressources peut contribuer à bloquer l'exécution des projets, puisque la contribution de contrepartie du gouvernement est plus difficile à obtenir. Une autre difficulté est l'absence de structures gouvernementales à l'appui de la mise en œuvre des projets en période de catastrophe.
- Le projet du Pérou montre que, pour éviter la sous-utilisation des matériels et des pièces et accessoires de récupération et recyclage, il convient d'organiser des visites régulières auprès des bénéficiaires pour vérifier la condition des équipements et leur fréquence d'utilisation, et établir des mécanismes de réaffectation du matériel si les conditions d'utilisation ne sont pas respectées.
- Le projet du Pérou montre également que pour entretenir des contacts permanents et fréquents avec les techniciens, il faut encourager les associations techniques par des mesures d'incitation, telles que des séances gratuites de formation réservées aux membres. Il est aussi utile de prévoir des sessions de formation et une modernisation technique plus fréquente du secteur. Une autre solution efficace est de recruter un professionnel à titre de consultant national, chargé de façon permanente de la surveillance, de la coordination et de l'exécution des projets, et de l'application des procédures à l'appui du Bureau technique de l'ozone.

Questions techniques

- Au Sierra Leone, les techniciens et les propriétaires/utilisateurs ultimes des équipements ont participé à des ateliers spécialisés sur la technologie à base d'hydrocarbures et les meilleures pratiques de modifications de rattrapage. Ces mesures ont encouragé les modifications aux fins d'adaptation aux hydrocarbures, qui ont de faibles incidences sur le PAO et le PRP. Les campagnes de sensibilisation et la formation sont donc essentielles au succès de tels programmes d'utilisateurs ultimes, afin 1) d'identifier au complet les utilisateurs admissibles d'équipements à base de CFC, et 2) d'assurer que le pays dispose de techniciens compétents, formés aux techniques de rattrapage sécuritaires.
- Il est conclu que pour des projets de ce type, il convient de planifier l'acquisition des pièces de rechange supplémentaires pour les équipements ou outils fournis, puisque sans ces pièces et accessoires, les matériels tombent en panne de façon irréversible et perdent toute utilité pour les techniciens. Le projet a aussi mis en évidence le fait que les machines de récupération, qui sont censées être portables d'après leurs spécifications techniques, étaient bien trop pesantes pour être transportées par un technicien dans ses activités quotidiennes.
- Le RAP sur le Bangladesh montre que les machines de récupération électriques de petite taille se prêtent mieux aux activités de récupération dans les pays en développement.

Leçons tirées de la mise en œuvre de plans de gestion de l'élimination en phase terminale (PGEPT)*Conception et préparation des projets*

- Le RAP du projet en Serbie indique qu'une étude de faisabilité contribue énormément à l'obtention des résultats visés et que la recherche stratégique est un outil clé pour identifier et atteindre les groupes ciblés.
- Au Brésil, les projets pilotes ont été un outil précieux pour valider l'application des nouvelles technologies dans le contexte des pays visés à l'article 5.

Mise en œuvre des projets

- En République de Moldavie, le principal obstacle durant la mise en œuvre du projet a été la différence de prix entre les aérosols-doseurs de remplacement à base d'hydrocarbures et les médicaments traditionnels à base de CFC. En outre, le pays dépend entièrement des importations d'aérosols-doseurs car ils ne sont pas produits localement, et la seule façon d'égaliser les prix a été d'amender la loi pour promouvoir les aérosols-doseurs de remplacement et collaborer avec les importateurs pour expliquer les politiques futures du gouvernement.
- Le projet du Sierra Leone a bénéficié de la coopération avec d'autres départements tels que la police et les militaires, ainsi que des fournisseurs de services comme l'eau et l'électricité. En revanche, des changements institutionnels risquent de nuire au projet; une structure gouvernementale établie est donc essentielle pour assurer la coordination de haut niveau requise entre les activités du projet.
- Un projet d'élimination des CFC en Afghanistan a montré l'avantage de déployer simultanément les activités de sensibilisation, la formation d'agents de douane et les mesures de réglementation.
- Les leçons tirées du projet de PGEPT au Bhoutan soulignent la nécessité de l'appui à la mise en œuvre : le BNO a estimé qu'il importe d'appuyer les agents de douane et d'application de la loi durant la mise en œuvre de l'élimination des CFC parce que les importations de SAO ne représentent qu'une faible part du commerce total et que dans le contexte d'autres facteurs tels la contrebande de narcotiques, le trafic humain, le trafic d'armes, etc., les SAO reçoivent généralement une priorité moindre. S'ajoutant à la charge de travail habituel des agents de douane, la détection et l'identification des SAO constituent souvent des obstacles supplémentaires à leurs activités.

Communication et coopération

- Le Bhoutan a bénéficié du réseau de coopération Sud-Sud et des efforts et de la coordination de l'équipe CAP du PNUE. Le projet a montré qu'il était extrêmement important de promouvoir la sensibilisation aux questions de la couche d'ozone auprès du public, des parties prenantes et des consommateurs. Le public doit être informé des interdictions, des choix sur le marché et des avantages environnementaux de l'élimination des SAO.
- Le même projet a mis en évidence l'importance des synergies avec d'autres secteurs du commerce environnemental. Outre les SAO, la surveillance et l'application d'autres règlements environnementaux liés au commerce, tels que les règles régissant le mouvement des déchets dangereux (Convention de Bâle), les espèces menacées (CITES), la diversité biologique

(Protocole sur la biosécurité) et les polluants organiques persistants (POP), sont pertinentes pour les services de douanes. Afin de renforcer ces synergies, il conviendrait d'établir une stratégie plus vaste couvrant tous ces aspects de façon intégrée (par exemple, en organisant des sessions de formation et des ateliers traitant de toutes ces questions en même temps). Cela présentera le double avantage de réduire les coûts de transaction des autorités douanières, tout en optimisant les avantages pour l'environnement et la coopération entre les responsables des politiques environnementales et les autorités douanières.

- Aux Maldives, les règlements existants, la conception et la mise en œuvre des projets sur l'ozone, notamment les activités de sensibilisation, sont appliqués avec l'approbation et l'entérinement d'un comité consultatif technique. La ratification par ce comité des décisions liées aux SAO renforce les activités d'élimination et facilite la promotion et la mise en œuvre efficaces et sans problème des activités d'élimination par les diverses parties prenantes nationales. Les membres du comité, provenant des différents ministères, servent de points de contact avec le BNO. La réglementation des SAO a été assurée en étroite coopération avec tous les membres du comité. La participation des parties prenantes à l'échelle nationale et des autres ministères a été une leçon importante tirée de l'élimination des CFC.
- Au Népal, les dialogues aux frontières constituent un mécanisme utile de coopération bilatérale/multilatérale dans la lutte contre le commerce illicite des SAO, notamment en raison des limites strictes imposées aux importations. L'association de l'industrie dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation joue un rôle clé pour aider le BNO à assurer les liaisons avec les techniciens/ateliers de réparation et d'entretien, à organiser des ateliers de formation de techniciens et à maintenir les bonnes pratiques acquises.

Questions culturelles

- Au Sierra Leone, le krio, un dialecte local, est utilisé largement dans les communications, pour capturer l'attention des divers secteurs publics et privés. Pour les projets futurs, il conviendrait de réserver des fonds à la publication de documents dans les langues locales.

Questions géopolitiques

- Le cas de la Roumanie montre que, à l'instar d'autres nouveaux États membres de l'Union européenne (UE), l'appartenance à l'UE a été une motivation supplémentaire pour accélérer l'élimination, notamment parmi les techniciens et les entreprises soucieux de pouvoir livrer concurrence au marché de l'UE.

Leçons tirées de la mise en œuvre des projets d'élimination du bromure de méthyle

Conception et préparation de projets

- En République dominicaine, les accords « sur mesure » avec chaque agriculteur sont une garantie de succès de la mise en œuvre de la solution de remplacement, puisqu'il y a engagement ferme envers le remplacement. En outre, la fourniture des produits demandés facilite l'adoption de la solution de rechange par les agriculteurs. Dans le cas de la République dominicaine, la tâche est évidemment plus simple, en raison du nombre limité d'agriculteurs utilisant du bromure de méthyle, qui sont répartis entre quelques secteurs et régions. Dans les pays où le nombre d'agriculteurs est plus élevé, les possibilités d'organiser des accords individuels sont plus limitées.

- Le projet de la Syrie démontre qu'une définition des rôles des parties prenantes au début de la mise en œuvre du projet et une bonne coopération entre l'agence, la partie homologe, le gouvernement et les fournisseurs, contribuent à assurer une mise en œuvre rapide. Le projet d'investissement a souffert d'un retard important dû à la nécessité pour l'agence d'exécution de procéder à des appels d'offres répétés pour les équipements et les services, parce que les premières soumissions dépassaient de beaucoup le budget du projet. L'agence devrait présenter des compétences techniques plus diversifiées dans la planification et la mise en œuvre du projet pour éviter des retards de ce genre.
- Au Sierra Leone, la technique de l'« analyse des parties prenantes » a été très efficace. Les résultats ont aidé le BNO à convaincre les diverses parties prenantes de l'importance de leurs rôles et fonctions dans le projet. Par ailleurs, la participation du Département du conseiller juridique et du Comité parlementaire de surveillance dans les activités quotidiennes du projet a accéléré l'introduction des règlements sur les SAO.

Mise en œuvre du projet

- Le projet de la Malaisie a conclu que: a) les activités de fumigation et de laboratoire devraient être menées par des fumigateurs ou des spécialistes compétents; b) il est préférable de sélectionner un fumigant approuvé en Malaisie. Les fumigants de remplacement choisis pour le projet n'étaient pas enregistrés dans le pays et nécessitaient le consentement et l'approbation des services gouvernementaux appropriés, tels que le Conseil des pesticides, ce qui a entraîné des retards dans la mise en œuvre du projet; et c) il est utile de tenir une réunion mensuelle pour renforcer la coordination entre les diverses agences.
- Des problèmes liés à la formation et aux ateliers ont été détectés au Kenya. Le RAP a conclu que des exposés simples et concis, combinés à une expérience pratique de l'utilisation des modules interactifs et des études de cas dans lesquels les participants appliquent ce qu'ils apprennent, sont les méthodes les plus efficaces pour développer les compétences de ces matières. D'autre part, l'établissement d'un centre de formation/démonstration a permis de diriger efficacement les solutions de remplacement vers un emplacement où les agriculteurs, le personnel d'encadrement agricole et toutes les parties intéressées ont pu apprécier l'efficacité de ces produits de rechange.
- Au Zimbabwe, il a été important d'inclure dans les équipes de formation le personnel des entreprises contractuelles, puisque 70 % des plantations nationales de tabac dans le pays sont cultivées par des entreprises sous contrat.

Communication et coopération

- Au Sierra Leone, il a été nécessaire de sensibiliser et de conscientiser les principaux acteurs et décideurs pour assurer la pérennité de l'élimination complète du bromure de méthyle. Les résultats d'une enquête nationale sur l'utilisation du bromure de méthyle au Sierra Leone, ainsi que les informations et les matériaux de sensibilisation du PNUE ont constitué la base de tous les ateliers de formation et de sensibilisation.
- Le succès de l'adoption de la technologie au Zimbabwe était dû à la participation active de toutes les parties intéressées, à la sensibilisation par l'utilisation des médias électroniques et de la presse, et en particulier à la formation. Malheureusement, des problèmes logistiques et administratifs ont réduit la participation et les engagements. Le RAP du Zimbabwe a également constaté qu'en

grandes quantités, les plateaux de polystyrène ne sont pas facilement biodégradables. Il faut donc trouver les moyens de les recycler.

- Le Kenya a pu sauver beaucoup de temps et assurer un lancement rapide du projet à l'échelon national en tirant parti des synergies des projets en cours dans d'autres pays d'Afrique, tels que le Zimbabwe et l'Ouganda, où l'utilisation du bromure de méthyle pour la fumigation des terres a déjà été éliminée, et en s'inspirant de l'expérience acquise dans des projets de démonstration antérieurs.

VII. Mesures que pourrait prendre le Comité exécutif

30. Le Comité exécutif pourrait envisager:

- a) De prendre note du rapport d'achèvement global de 2011, incluant le calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets (RAP) dus et des enseignements tirés figurant à l'Annexe II;
- b) De demander aux agences d'exécution et aux agences bilatérales intéressées:
 - i) D'établir, d'ici fin janvier 2012, en coopération avec le Secrétariat du Fonds multilatéral, la cohérence complète des données communiquées dans les rapports d'achèvement de projets, contenues dans l'inventaire et fournies dans les rapports périodiques annuels;
 - ii) De fournir, d'ici fin janvier 2012, les informations manquantes dans un certain nombre de RAP;
 - iii) D'éliminer, d'ici fin janvier 2012, l'arriéré des RAP sur les projets achevés avant la fin 2006;
- c) D'inviter toutes les parties participant à la préparation et la mise en œuvre de projets à tenir compte des enseignements tirés des RAP lors de la préparation et de la mise en œuvre des projets futurs.

Annex I
STATISTICS

Table I

SCHEDULE FOR PLANNED SUBMISSION OF PCRS IN 2011 AND ACTUAL DELIVERY

	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs		
			Schedule	Received	Schedule	Received	
UNDP	July 2011					1 TAS, 1 DEM	
	August 2011					8 TAS	
	September 2011	Investment	4	1 FOA			
		Technical Assistance			12		2 DEM, 3TAS
Total		4	1	12		15	
Status at September 9, 2011							-3
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs		
			Schedule	Received	Schedule	Received	
UNEP	November 2010	Technical Assistance			11		
		Training			1		
	December 2010	Technical Assistance			8		
		Training			2		
	January 2011	Technical Assistance			3	2	
		Training				6	
	February 2011	Technical Assistance			6	18	
		Training			4	3	
	March 2011	Technical Assistance			6	2	
		Training			5		
	April 2011	Technical Assistance			5		
		Training			3		
	May 2011	Technical Assistance			3	1	
		Training			2		
	June 2011	Technical Assistance			6		
		Training			3		
	July 2011	Technical Assistance			3		
		Training			2		
	August 2011	Technical Assistance					
		Training			1		
Total				74	32		
Status at September 9, 2011							-42
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs		
			Schedule	Received	Schedule	Received	
UNIDO	February 2011	FUM	2	1 PAG			
	April 2011	FUM	1				
	June 2011			1 FUM			
	July 2011	FUM	3	3 FUM		1 TAS	
	August 2011				3 FUM, 1 ARS	2 TAS	
	September 2011	FUM	5				
Total			11	9	3		
Status at September 9, 2011							+3
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs		
			Schedule	Received	Schedule	Received	
World Bank*	March	Methyl bromide (1), Halon (1), Foam (1)	2		1		
	July	Methyl bromide (2), Halon (1), Phaseout Plan (1)	2		2		
	September	Halon	1		--		
	November	Aerosol (3), Sterilants (1), Refrigeration (1)	5		--		
	Total		10	0	3	0	
Status at September 9, 2011							-3

*Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2009 with outstanding PCRs (18 total) *minus* PCRs that will be submitted by 31 December 2010 (expected 5). The Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2011 for projects completed through 2010 and up to 30 June 2011.

Table II

**PCRS FOR INVESTMENT PROJECTS RECEIVED AND DUE BY IMPLEMENTING AGENCY, SECTOR AND YEAR
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2010)**

Agency	Sector	PCR(s) Received in:															PCR(s) Due in ¹								
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
UNDP	Aerosol	1	-	9	4	11	-	-	4	3	5	2	-	-	-	39	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	Foam	20	34	79	83	117	87	82	77	7	21	7	3	-	1	618	-	-	-	-	-	-	-	1	1
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	-	-	3	13	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	1	1
	Refrigeration	1	22	2	33	9	22	39	42	1	4	3	1	-	-	179	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	Solvent	3	-	-	19	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sterilant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	25	56	93	152	137	110	122	126	11	31	13	6	1	1	884	-	-	-	-	-	-	2	2	4	
UNIDO	Aerosol	6	6	10	6	4	2	-	7	-	1	-	-	1	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Foam	8	22	3	22	11	15	11	14	8	2	1	1	-	118	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Fumigant	-	-	-	-	2	1	-	1	-	6	1	6	3	2	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	1	3	2	4	-	-	-	2	1	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	12	25	11	32	14	22	24	34	7	4	-	1	-	186	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Solvent	5	13	5	3	3	5	5	4	9	-	1	-	1	54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	32	66	29	63	35	48	42	64	24	13	3	10	5	3	437	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
World Bank	Aerosol	4	6	6	-	1	-	2	5	2	-	-	-	-	26	-	2	1	-	-	-	-	-	3	
	Foam	18	25	38	20	20	18	8	26	12	6	6	-	-	197	-	2	-	1	-	-	-	-	3	
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	2	
	Halon	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	-	-	-	1	-	-	-	1	3
	Multiple Sectors	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Others	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	Process Agent	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Production	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	18	24	22	26	15	16	12	21	9	7	1	-	1	172	-	1	-	-	1	-	-	-	-	2
	Solvent	15	4	3	1	-	-	-	3	-	1	-	-	-	27	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	Sterilant	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Total	59	60	73	48	36	34	23	56	24	16	7	-	1	-	437	2	6	3	1	2	-	1	1	16	
Bilateral	Aerosol	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Foam	-	-	3	2	2	2	-	5	6	6	1	1	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
	Halon	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	-	1	1	-	-	-	-	2	5	-	2	-	-	11	-	1	-	1	1	-	-	-	-	3
	Solvent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	1	5	2	3	2	-	7	11	7	5	3	1	-	47	-	1	-	1	1	1	-	-	4	
Grand Total	116	183	200	265	211	194	187	253	70	67	28	19	8	4	1,805	2	7	3	2	3	1	3	3	24	

¹ 6 months after projects completion according to the Progress Report

Table III

**PROJECT COMPLETION REPORT RECEIVED AND DUE FOR NON-INVESTMENT PROJECTS
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2010)**

Agency	Sector	See PCR(s) Received so far for Year Due															PCR(s) Due in ¹												
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total	Before 1997	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
UNDP	Demonstration	-	-	5	-	-	6	1	2	-	-	-	-	-	3	17	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	3	4
	Technical Assistance	-	6	39	17	7	5	1	15	8	21	29	27	12	11	198	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2
	Training	-	18	6	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	-	24	50	17	7	11	2	17	8	21	33	27	12	14	243	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	3	6
UNEP	Technical Assistance	9	53	3	18	22	18	5	6	1	7	7	8	9	16	182	-	1	1	1	1	2	1	4	1	14	11	3	40
	Training	8	34	1	2	21	15	20	10	5	4	7	25	5	9	166	-	-	-	-	-	2	-	1	2	6	3	3	17
	Total	17	87	4	20	43	33	25	16	6	11	14	33	14	25	348	-	1	1	1	1	4	1	5	3	20	14	6	57
UNIDO	Demonstration	-	-	-	6	7	3	3	3	-	-	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Technical Assistance	-	6	8	-	4	1	3	4	3	15	9	6	2	3	64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Training	-	1	1	-	5	6	7	1	-	1	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total	-	7	9	6	16	10	13	8	3	16	9	6	2	3	108	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
World Bank	Demonstration	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Technical Assistance	5	4	6	-	1	-	2	1	1	1	2	-	-	-	23	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1	1	4	9
	Training	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total	6	7	6	-	1	-	2	1	1	2	2	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1	1	4	9
Bilateral	Demonstration	5	5	12	-	3	1	1	-	2	-	-	1	-	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
	Technical Assistance	-	-	13	1	1	9	14	15	8	5	15	7	13	17	118	1	-	1	-	-	1	-	-	1	2	2	9	17
	Training	1	3	19	1	9	6	5	6	6	2	2	-	2	-	62	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	5
	Total	6	8	44	2	13	16	20	21	16	7	17	8	15	17	210	2	-	1	1	-	2	-	-	1	3	3	10	23
Grand Total	29	133	113	45	80	70	62	63	34	57	75	74	43	59	937	2	1	2	2	1	6	1	6	7	25	19	23	95	

¹6 months after projects completion according to the Progress Report

Table IV

**SCHEDULE FOR SUBMISSION OF OUTSTANDING PCRS IN 2012
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL 31 DECEMBER 2010)**

UNDP	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	September 2012		1	8
	Total		1	8
Total PCRs Due as of 9 September 2011			4	6
UNEP	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	November	Technical assistance		1
		RMP		2
	February	Technical Assistance		7
		RMP		11
		ODS		1
	May	Training		1
		RMP		13
		TAS		5
	July	Training		1
July	RMP		15	
Total			57	
Total PCRs Due as of 9 September 2011			N/A	57
UNIDO	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	December 2012	FUM	1	
	December 2012	FUM	1	
	December 2012	ARS	1	
	Total		3	
Total PCRs Due as of 9 September 2011			N/A	N/A
World Bank*	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	February	Aerosol (1)	0	2
		Methyl Bromide (1)		
	March	Phaseout Plan (1)	5	0
		Aerosol (2)		
Solvents (1)				
June	Refrigeration (1)			
June	Halon (3)	1	2	
Total		6	4	
Total PCRs Due as of 9 September 2011			16	9

*Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2010 with outstanding PCRs (23 total) *minus* PCRs that will be submitted by 31 December 2011 (expected 13). The Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2012 for projects completed through 2011 and up to 30 June 2012.

Table V

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2005 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Canada		Germany		Japan		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	1	1	1	1	1	1	33	31			32	32	11	10	79	76
Solved as % of Total		100%		100%		100%		94%				100%		91%		96%
Data Inconsistencies																
Date Approved	3	3					3	3							6	6
Planned Date of Completion			1	1			15	15			2	2	2	1	20	19
Revised Planned Date of Completion	3	3			2	2	23	22	3	3			27	26	58	56
Date Completed	2	2	1	1	2	2	22	22	1	1	1	1	6	6	35	35
Funds Approved	1	1	1	1									6	6	8	8
Funds Disbursed	1	1					4	4			1	1	5	5	11	11
ODP To Be Phased Out							2	2					3	3	5	5
ODP Phased Out							4	4			1	1	3	3	8	8
Total	10	10	3	3	4	4	73	72	4	4	5	5	52	50	151	148
Solved as % of Total		100%		100%		100%		99%		100%		100%		96%		98%

Table VI

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2006 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Australia		Canada		France		Germany		Japan		Poland		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	1	1	1	1	2		8	8					5	5	1	1	9	9	35	16	62	41
Solved as % of Total		100%		100%		0%		100%		N/A		N/A		100%		100%		100%		46%		66%
Data Inconsistencies																						
Date Approved	1	1			1		1	1											3	2	6	4
Planned Date of Completion	1	1	2	2	1									1	1				17	4	22	8
Revised Planned Date of Completion	1	1	5	5	1		4	4						3	3	1	1		43	8	58	22
Date Completed	2	2			2		3	3	1	1	1						1	1	5	3	15	10
Funds Approved			2	2	1		1	1											4	0	8	3
Funds Disbursed			4	4	1									1	1				4	0	10	5
ODP To Be Phased Out							2	2									1	1	5	2	8	5
ODP Phased Out			1	1	1		8	8	1	1							1	1	5	2	17	13
Total	5	5	14	14	8	0	19	19	2	2	1	0			5	5	4	4	86	21	144	70
Solved as % of Total		100%		100%		0%		100%		100%		0%		N/A		100%		100%		24%		49%

Table VII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2007 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Canada		France		Germany		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	2	2			7	7	26	26			3	3	10		48	38
Solved as % of Total		100%				100%		100%				100%		0%		79%
Data Inconsistencies																
Date Approved									1	1			1		2	1
Planned Date of Completion									1	1			1		2	1
Revised Planned Date of Completion	1	1					1	1			5	5	15		22	7
Date Completed			1	1	6	6	9	9	1	1	1	1	5		23	18
Funds Approved											1	1	3		4	1
Funds Disbursed									1	1			4		5	1
ODP To Be Phased Out			1	1	2	2	12	12	2	2	1	1	2		20	18
ODP Phased Out			1	1	7	7	12	12			1	1	1		22	21
Total	1	1	3	3	15	15	34	34	6	6	9	9	32	0	100	68
Solved as % of Total		100%		0%		68%										

Table VIII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2008 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Australia		Canada		France		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total		
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	
Incomplete Information	1	1	1	1					17	17	1	1	4	4	3		27	24	
Solved as % of Total		100%		100%						100%		100%		100%		0%		89%	
Data Inconsistencies																			
Date Approved									1	1			1	1	1		3	2	
Planned Date of Completion	1	1	1	1			1	1	2	2			2	2	1		8	7	
Revised Planned Date of Completion									6	6	3	3	1	1			10	10	
Date Completed	1	1			1				14	14					1		18	15	
ODP To Be Phased Out			1	1					12	12	2	2			1		16	15	
ODP Phased Out			1	1					14	14	2	2			1		18	17	
Total	2	2	3	3	1		1	1	49	49	7	7	4	4	5		73	66	
Solved as % of Total		100%		100%			0%		100%		100%		100%		100%		0%		90%

Table IX

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2009 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Canada		Germany		Japan		Spain		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	2	2	5	5					14	13	1	1	2	2	24	23
Solved as % of Total		100%		100%						93%		100%		100%		96%
Data Inconsistencies																
Date Approved									1	1					1	1
Revised Planned Date of Completion			3	3					3	3			1	1	7	7
Date Completed	1	1			1	1	1	1	8	8	1	1			12	12
ODP To Be Phased Out	1	1	2	2	1	1			4	4	2	2			10	10
ODP Phased Out	1	1	2	2			1	1	9	9			1	1	14	14
Funds Approved									1	1					1	1
Funds Disbursed	1	1							1	1	2	2			4	4
	4	4	7	7	2	2	2	2	27	27	5	5	2	2	49	49
Solved as % of Total		100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%

Table X

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2010 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Canada		Finland		France		Germany		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information			1				3	3			5	5			3	3	12	11
Solved as % of Total				0%				100%				100%				100%		92%
Data Inconsistencies																		
Date Approved							1	1			1	1					2	2
Planned Date of Completion											3	3					3	3
Revised Planned Date of Completion	1	1					3	3	1	1	3	3	1	1	2	2	11	11
Date Completed							1	1			4	4					5	5
ODP To Be Phased Out					1		7	7			2	2					10	9
ODP Phased Out							4	4			4	4	1	1	3	3	12	12
Funds Approved													1	1			1	1
Funds Disbursed													5	5			5	5
Solved as % of Total	1	1			1	0	16	16	1	1	17	17	8	8	5	5	49	48
		100%				0%		100%		98%								

Table XI

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2011 WITH DATA PROBLEMS
(As of 4 October 2011)**

	Australia		Canada		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	1						7		2		1	1	11	1
Solved as % of Total								0%		0%		100%		9%
Data Inconsistencies														
Date Approved									1		1	1	2	1
Planned Date of Completion	1												1	0
Revised Planned Date of Completion	1		1		3		10		4		1	1	20	1
Date Completed	1				2		3				3	3	9	3
ODP To Be Phased Out	1				1		2		1				5	0
ODP Phased Out							5		1				6	0
Funds Approved	1				1								2	0
Funds Disbursed					2						1	1	3	1
	5	0	1	0	9	0	20	0	7	0	6	6	48	6
Solved as % of Total		0%		100%		13%								

Annex II

LESSONS LEARNED REPORTED IN PROJECT COMPLETION REPORTS

A. INVESTMENT PROJECTS

- (a) Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol metered-dose inhalers (MDIs) in the Islamic Republic of Iran:
 - (i) Establishment of a Science and Technology Committee at local and/or regional levels by UNEP/ROAP with expectation to help the Montreal Protocol to make the best of potential resources of the region, was a good idea which led to the cooperation of all involved countries of the region towards a smooth transfer of technology in general and to ensure specifically the process of replacement of CFC-MDIs with HFA-MDIs, which can help realize the concept of “thinking globally and acting locally” (IRA/ARS/52/INV/183);
- (b) Terminal umbrella project for phase-out of the use of CFC-11 in the manufacture of polyurethane foam in Argentina:
 - (i) The staggered implementation worked very well. News about the success of the first phase motivated other enterprises to complete the required information to participate and in this way helped in the success of the project (ARG/FOA/38/INV/132);
- (c) Technical assistance for the elimination of methyl bromide in grain and storage facilities in Georgia:
 - (i) Best results can be obtained when combining different methyl bromide alternatives and when adopting sound crop management practices (GEO/FUM/47/INV/20);
- (d) Phase-out of methyl bromide in grain storage (second tranche) in the Syrian Arab Republic:
 - (i) Working with farmers and in rural areas with some poor facilities has created some additional problems normally not foreseen in the project document;
 - (ii) Consideration should be given to the fact that the date of the project approval does not necessary coincides with the starting of sowing season;
 - (iii) Demonstrating to farmers alternatives to methyl bromide is an effective way to raise awareness and commitments to a phase-out (SYR/FUM/41/INV/89);
- (e) Terminal phase-out management plan of CTC production/consumption for process agent uses in Romania:
 - (i) Financial and other commitments of a project beneficiary should be officially agreed and cleared by the Government of Romania prior submission of a project document for approval by the Executive Committee (ROM/PAG/50/INV/36).

B. NON-INVESTMENT PROJECTS

- (a) Implementation of monitoring and control of ODS and ODS based equipment for the refrigerant management plan (RMP) in Saint Vincent and the Grenadines:
 - (i) The active engagement of the National Ozone Unit (NOU) at the regional and national levels is imperative in the successful completion of the RMP;
 - (ii) Periodic letters to the relevant minister on the status of implementation of the Montreal Protocol activities is useful in keeping and maintaining political support (STV/REF/25/TRA/03);
- (b) Implementation of the RMP: MAC recovery and recycling of CFC-12 in Sierra Leone:
 - (i) Seminars and trainings are a key factor in the successful implementation of the programme. However, the provision of spare parts and the development of up-to-date curricula for technicians are paramount as there are always new ways to successfully carry out their work. CFC control legislation, which was introduced first in 2008 and then improved in 2011 (ban on CFC import and use), was also strategically important to the programme's objectives (SIL/REF/41/TAS/07);
- (c) Implementation of the RMP: training of trainers in good practices of refrigeration in Suriname:
 - (i) Periodic letters to the relevant minister on the status of implementation of the Montreal Protocol activities is useful in keeping and maintaining political support;
 - (ii) The NOU will establish a monitoring mechanism to ensure that the objectives of the training programme are met and will produce a follow-up report on the status of implementation of the training programme (SUR/REF/41/TRA/06);
- (d) Implementation of the RMP: monitoring the activities within the RMP in Suriname:
 - (i) It is a challenge to identify local experts who are available and willing to work on a project-by-project basis;
 - (ii) Lack of expertise is one of the critical factors that can delay all the activities;
 - (iii) The two local technicians (for specific tasks) that were finally hired for the project implementation and oversight had a very high quality and were instrumental for the success and sustainability of the project SUR/REF/44/TAS/10;
- (e) Region: LAC – Demonstration project for integrated management of the centrifugal chiller sub-sector in the Caribbean, focusing on application of energy-efficient CFC-free technologies for replacement of CFC-based chillers:
 - (i) The Global Environment Facility (GEF) Secretariat has a different project cycle than the Multilateral Fund Secretariat, and it is a challenge to combine the two funding sources – this is especially the case in multi country projects;

- (ii) The implementation of the Resource Allocation Framework (RAF) in the GEF made it more challenging to prepare the regional medium-sized projects and submit it to the GEF Secretariat (LAC/REF/47/DEM/36);
- (f) Technical assistance to achieve compliance with the 20 per cent phase-out of methyl bromide in Mexico:
 - (i) One of the lessons learned through the project is the importance of initial awareness-raising and training sessions prior to implementing methyl bromide phase-out, in order to share and discuss objectives, strategies and results of previously approved demonstration projects, as well as to raise the interest of methyl bromide users in participating in phase-out activities. While this was successfully undertaken under this project, one weakness was that the technicians in methyl bromide-using enterprises, who were later responsible for the “hands-on” work in implementing alternatives, were not sufficiently involved in this initial awareness-raising/training stage. In the future, such technicians need to be involved from the very beginning in order to facilitate the application and ongoing use of alternatives to methyl bromide fumigation;
 - (ii) When soliciting the participation of private companies in a pilot project of this nature, it is important to provide decision-makers not only with information on technical economic and environmental feasibility, but also a financial analysis. This aspect had not been initially integrated in the documentation presented to companies to support their decision-making process and was underlined by some as a problem. Likewise, following the completion of the pilot project, the results analysis and reports should include an evaluation of economic and financial aspects of the pilot project so as to provide the best information possible to companies to help them prepare adequately for the upcoming methyl bromide ban;
 - (iii) As the methyl bromide structure sub-sector represented only 10 per cent of the country’s methyl bromide consumption, the project proposal did not include specific objectives and activities for this sub-sector. Instead, the proposal only set out broad activities and objectives at the national level. While Environment Canada was not involved in preparing the project proposal, after the project was approved, it worked with Mexico to develop the specific objectives, activities, work plan, budget breakdown, and expected results for the project. While this was a useful and necessary exercise, it should have been done at the project development stage in order to avoid delays (MEX/FUM/42/TAS/122);
- (g) Terminal phase-out management plan (first tranche) in Nepal:
 - (i) The import licensing and quota system is a very effective measure to control ODS import and ensure the country is in compliance;
 - (ii) Although the country is not an ODS producer and does not regularly export ODS to any other countries, the flexibility to allow exports of ODS with strict controls is necessary to address unwanted ODS, if any;
 - (iii) Border dialogues are a useful bilateral/multilateral cooperation mechanism to combat the illegal trade of ODS, especially when the country is imposing strict import limits;

- (iv) The industry association in the refrigeration and air conditioning sector plays a key role in assisting the NOU to liaise with the servicing technicians/workshop; organizing the technicians training workshop; and sustaining the good practices training (NEP/PHA/52/TAS/21);
- (h) Terminal phase-out management plan (second tranche) in Maldives:
 - (i) One of the most important lessons learned from CFC phase-out has been the criticality of the institutional structure in implementation of phase out projects. Once the Ozone Office was set up firmly, government efforts were strengthened as it continued during the TPMP implementation;
 - (ii) Existing regulations, designing and implementation of ozone-related projects, including awareness activities, are executed with the endorsement and approval of the Technical Advisory Committee on Montreal Protocol and Vienna Convention. Endorsement of the committee on ODS-related decision gives strength to the phase-out efforts and facilitates smooth and effective promotion and implementation of phase-out activities by various national level stakeholders. Members in the committee from different ministries serve as focal points for the NOU. Therefore ODS control was executed with very close cooperation from all the members of the committee. Involvement of national stakeholders and other relevant ministries is an important lesson learned from CFC phase-out;
 - (iii) Import bans imposed on methyl bromide, halons, methyl chloroform, bromochloromethane and carbon tetrachloride were fully enforced. The government was successful in taking over and managing and controlling the excess amount of CFC-12 that was imported into the country and reselling it as per the Plan of Action submitted to the Implementation Committee (decision XIV/6). Together with the comprehensive legal framework, awareness activities, technician and customs training activities helped the country to promote non-CFC technologies and import of ODS alternative-using equipment (MDV/PHA/58/TAS/18);
- (i) Policy assistance for the design and implementation of an ODS import/export licensing system in Argentina:
 - (i) The NOU (OPROZ) played an essential role in coordinating activities with other institutions such as the ministries of foreign affairs, industry, economics and trade. In addition, the links established with the private sector should be praised, since these facilitated the negotiation of the licensing system through dialogue with relevant stakeholders and certainly contributed to its institutional strength;
 - (ii) Monitoring the progress of local legislation processes requires the insight of a national player. As such, OPROZ did a remarkable follow up of the ODS legislation proposal and certainly helped UNEP to understand its singularities, when comparing to other legal systems in the region. Hence the joint approach between UNEP and local authorities is highly recommendable (ARG/SEV/30/TAS/104).
